# ANNEXE 1 REGLEMENT GLOBAL SHARE PLAN





#### 1. DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

**1.1** Aux fins de ce Plan, les termes capitalises suivants auront la signification spécifiée ci-dessous:

Date d'Adoption: signifie la date à laquelle ce Plan est adopté par le Conseil Exécutif;

Sous-Compte Trésorerie: un sous-compte trésorerie sans intérêt, au bénéfice de chaque Participant, conservé par le Séquestre, uniquement aux fins de ce Plan;

Changement de Contrôle: a lieu lorsque tout individu, société, ou autre entité ('Partie') devient le propriétaire (bénéficiaire) de 30%, ou plus, du capital social existant de la Société (autre que (I) toute Partie ayant acquis ce capital social avant la Date d'Adoption, (II) Stichting Preferente Aandelen ARCADIS NV ou Stichting Prioriteit ARCADIS NV, dont les sièges sociaux respectifs sont sis à Arnhem, Pays-Bas ou (III) en raison d'une fusion dans le cadre de laquelle la Société est la société reprenante et qui ne résulte pas en une reclassification du capital social existant de la Société):

Société: signifie ARCADIS NV dont le siège social est situé à Arnhem, Pays-Bas;

Séquestre: signifie le séquestre indépendant nommé par Lovinklaan;

Déductions: signifie les déductions mensuelles par l'Employeur du salaire net de base du Participant, dans la monnaie locale dans laquelle ce salaire de base est payé, ou toute contribution mensuelle nette alternative par le Participant conformément à la Convention de Participation, pour les besoins de ce Plan;

Employé: signifie une personne employée par une société appartenant au Groupe;

Employeur: signifie toute Société du Groupe employant le Participant;

Conseil Exécutif: signifie le conseil d'administration (raad van bestuur) de la Société;

Valeur de Marché: signifie le dernier prix de clôture de négociation d'une Action Ordinaire sur le marché, tel que rapporté par Bloomberg ou toute autre source pertinente;

Force-Majeure: signifie des circonstances hors de tout contrôle raisonnable de la Société et/ou Lovink-laan — y compris, sans limitation, des restrictions extraordinaires sur titres ou sur devises — résultant en une fluctuation extrême du prix de l'Action Ordinaire. Le Conseil du Plan déterminera, à sa seule discretion, si un évènement de Force-

Majeure a eu lieu;

Group: signifie la Société et ses Filiales;

Société du Groupe: signifie la Société ou l'une de ses Filiales:

Sortant: signifie toute personne cessant d'être un Employé;

Lovinklaan: signifie Stichting Lovinklaan don't le siege social est sis à Beaulieustraat 22, (6814 DV) Arnhem, Pays-Bas;

Cycle d'Épargne Mensuel: signifie la période d'un (1) mois au cours de laquelle un Participant épargne par le biais de Déductions afin d'être en mesure d'acquérir des Actions Ordinaires conformément à ce Plan:

Actions Ordinaires: signifie les actions ordinaires, et les fractions de ces Actions, de la Société dont le pair comptable actuel est de EUR 0,02 par action;

Participant: signifie un Employé participant au Plan et ayant exécuté une Convention de Participation;

Convention de Participation: signifie un formulaire signé par un Participant et remis à cet Employeur par lequel le Participant – *inter alia* – reconnait être lié par les termes et conditions de ce Plan;

Compte Bancaire Personnel: signifie un compte bancaire du Participant sur lequel son salaire est payé par son Employeur ou un compte désigné par le Participant de temps à autre et communiqué au Séquestre;

Plan: signifie ce Plan d'Actions Global, également désigné comme GSP, dans sa forme actuelle ou tel qu'amendé de temps à autre conformément aux présentes dispositions;

Conseil du Plan: signifie deux membres du Conseil Exécutif et deux membres du conseil de Lovinklaan (*stichtingsbestuur*);

Comité du Plan: signifie un comité de 3 (trois) membres, 1 (un) membre nommé par la Société et 2 (deux) membres nommés par Lovinklaan, à qui le Conseil du Plan a délégué tout ou partie de ses pouvoirs relatifs à ce Plan. Cette définition inclut tout agent dûment nommé ou délégué du Comité du Plan;

Droit(s) d'Acquisition: signifie le droit d'un Participant d'acquérir des Actions Ordinaires de Lovinklaan en contrepartie d'un prix réduit par allocation des Montants Épargnés au dernier jour du Cycle d'Épargne Mensuel;

Libération: signifie le transfert des Actions Ordinaires sur le Sous-Compte Actions d'un Participant afin d'effectuer un Droit d'Acquisition conformément aux termes et sous réserve des conditions de ce Plan;

Montants Épargnés: signifie les montants épargnés par le Participant par le biais de Déductions;

Sous-Compte Actions: le sous-compte actions au bénéfice de chaque Participant conservé par le Séquestre aux seules fins de ce Plan;

Stock Exchange: signifie la bourse de Euronext Amsterdam NV;

Filiale: signifie (I) une société dans laquelle la Société détient plus de 50% du capital social votant à la Date d'Adoption et approuvé par le Conseil du Plan ou (II) toute entité nommé en tant que filiale par le Conseil du Plan à sa seule discrétion;

Éléments Liés à l'Impôt: signifie le montant de tout impôt ou contributions de sécurité sociale attribuables à, ou dues, en vertu de ce Plan, y compris la vente de toutes Actions Ordinaires en vertu de ce Plan. Tous montants d'impôt et/ou contributions de sécurité sociale d'employé traitées comme dues en vertu d'une politique d'égalisation fiscale liée au Plan seront également considérés comme des Éléments Liés à l'Impôt.

**1.2** Lorsque appropriés, les termes et expressions utilisés dans ce Plan:

- (l) lorsqu'ils se réfèrent au masculin désignent aussi le féminin et vice-versa;
- (II) lorsqu'ils se réfèrent au singulier désignent aussi le pluriel et vice-versa;
- (III) lorsqu'ils se réfèrent à tous textes de lois, sont interpretés comme se référant aux textes de lois, tels qu'actuellement consolidé, amendé, remis en vigueur, ou remplacé et inclura tous règlements mis en place en vertu de ce texte de loi;
- (IV) sont interprétés de sorte que les titres et soustitres utilisés le sont par mesure de commodité et n'ont aucune influence sur l'interprétation d'aucun Article :
- (V) lorsqu'ils se réfèrent à tout texte de loi ou règlement de droit néerlandais, sont interprétés, à la discrétion du Conseil du Plan, comme une référence à d'autres lois et règlements de tout autre pays (ou région de pays);
- (VI) lorsqu'ils se réfèrent aux Articles, soient considérés comme se référant aux articles de ce Plan; et
- (VII) lorsqu'ils se réfèrent à des impôts et/ou contributions de sécurité sociale et/ ou impôts prélevés à la source, viseront, afin d'éviter tout doute, ceux/celles des Pays-Bas ainsi que tous autres impôts et/ou contributions de sécurité sociales visées par d'autres lois relatives aux instruments financiers auxquelles un Employé ayant reçu des Droits d'Acquisition peut être soumis.

# 2. OBJET ET DURÉE DU PLAN

- **2.1** Ce Plan a pour objet de fournir aux Employés un incitant et un encouragement à la détention d'actions et de développer chez un Participant un intérêt propre à la recherche de la croissance, du développement, de la profitabilité et du succès financier du Groupe. Afin de faire aboutir de tels objectifs, Lovinklaan, à sa seule discrétion, a manifesté son intention actuelle de rendre 3.000.000 (trois million) d'Actions Ordinaires disponibles aux Participants à un prix réduit décrit plus loin dans ce Plan.
- 2.2 Ce Plan entrera en vigueur le 31 décembre 2010 pour une période initiale de 5 (cinq) ans. Le Plan sera automatiquement étendu à concurrence d'une seule période de 5 (cinq) ans (donc jusqu'au 31 décembre 2020), sauf si soit la Société, soit Lovinklaan, unilatéralement (ou la Société et Lovinklaan en même temps), a (ont) donné(s) un avis écrit à l'autre (l'un à l'autre), avant le 30 septembre 2015, afin de mettre fin au Plan. Si le Plan est automatiquement étendu à concurrence d'une période de 5 (cinq) ans, le Plan terminera automatiquement le 31 décembre 2020 sans qu'un avis de résiliation ne soit nécessaire.
- 2.3 Nonobstant l'Article 2.2, le Plan peut aussi être résilié par Lovinklaan à tout moment, avec effet immédiat, par avis écrit adressé à la Société si le nombre d'Actions Ordinaires auxquelles il est fait référence à l'Article 2.1 n'est pas suffisant pour satisfaire tous les Droits d'Acquisition existants en vertu du Plan.
- **2.4** La Société et Lovinklaan s'engagent à informer, et feront en sorte que le Conseil du Plan informe, les Participants de l'extension à concurrence d'une autre Période de 5 (cinq) ans conformément à l'Article 2.2 et toute résiliation du Plan dès que pratiquement possible.

## 3. ADMINISTRATION

- **3.1** Le Plan sera administré par le Conseil du Plan. Le Conseil du Plan aura tous les pouvoirs en vertu de, et en rapport avec, ce Plan.
- **3.2** L'interprétation par le Conseil du Plan de toute disposition de ce Plan, de la Convention de Participation et de tout autre accord ou document signé conformément à ce Plan sera final et liant pour toutes personnes revendiquant un intérêt en vertu de ce Plan.
- **3.3** Le Conseil du Plan peut selon les instructions qu'il juge appropriées déléguer ses pouvoirs ou certains de ses pouvoirs découlant du Plan au Comité du Plan. Si une telle délégation se produit, le Comité du Plan mettra à jour le Conseil du Plan par écrit au moins une fois par année calendrier.
- **3.4** Aucun membre du Conseil du Plan et/ou du Comité du Plan ne sera responsable d'aucune action ou détermination en rapport avec ce Plan faite de bonne foi.

#### 4. PARTICIPANTS

- **4.1** Un Employé peut devenir un Participant en vertu de ce Plan sous réserve de l'accord préalable de son Employeur.
- **4.2** Un Employé ne deviendra Participant qu'après avoir signé une Convention de Participation conformément à laquelle le Participant accepte les termes et conditions de ce Plan et de la Convention de Participation. La Convention de Participation sera sous la forme déterminée par le Conseil du Plan le cas échéant.
- **4.3** Après réception de la Convention de Participation signée par l'Employeur, les Déductions en vertu de ce Plan commenceront à la première de ces deux dates, soit (I) le 1 janvier, soit (II) le 1 juillet, si et dans la mesure où c'est pratiquement possible.
- **4.4** Nonobstant l'Article 4.3, si une personne devient Employé et devient également, à la date de début de son emploi, un Participant, les Déductions commenceront au Cycle d'Épargne Mensuel suivant, si et dans la mesure où c'est pratiquement possible.

### 5. DÉDUCTIONS SUR SALAIRE ET ÉPARGNE

- **5.1** Par la signature de la Convention de Participation, un Participant autorise son employeur à opérer des Déductions. Le montant minimum et maximum des Déductions en vertu de ce Plan sera respectivement de EUR 25 et EUR 400.
- **5.2** L'Employeur doit faire en sorte que les Déductions soient faites périodiquement et par montants égaux jusqu'à la fin de ce Plan, ou jusqu'à ce que le Participant choisisse d'interrompre sa participation ou cesse d'être un Employé. L'Employeur créditera les Montants Épargnés, dès que possible, sur le Sous-Compte Trésorerie.
- **5.3** À condition que les Déductions aient été faites au cours des deux Cycles d'Épargne Mensuels précédents, le Participant peut interrompre sa participation au Plan en remettant un avis écrit à l'Employeur, conformément à l'article 3 de la Convention de Participation. Au cas où les Déductions pour le Cycle d'Épargne Mensuel en cours n'ont pas encore été faites au moment où l'Employeur recoit l'avis écrit d'interruption, aucunes Déductions ne seront faites pour le Cycle d'Épargne Mensuel en cours et la terminaison aura effet immédiat. Au cas où les Déductions pour le Cycle d'Épargne Mensuel en cours ont déjà été faites au moment où l'Employeur reçoit l'avis écrit d'interruption, des Actions Ordinaires seront acquises en allouant les Déductions du Cycle d'Épargne Mensuel en cours conformément aux dispositions du Plan et l'interruption deviendra effective à partir de la première date du Cycle d'Épargne Mensuel suivant.
- **5.4** Au moment de l'interruption, au sens de l'Article 5.3 ci-dessus, le Participant est exclu de toute partici-

pation au Plan pour une période de 6 (six) mois à partir de la date à laquelle l'interruption est devenue effective.

5.5 Conformément à l'article 3 de la Convention de Participation, un Participant peut changer ses Déductions deux fois par année calendrier, soit le 1 janvier et 1 juillet de chaque année calendrier.

# 6. DROIT D'ACQUISITION D'ACTIONS ORDINAIRES

- **6.1** Le Conseil du Plan a le pouvoir d'établir des procédures conformément auxquelles des Actions Ordinaires peuvent être libérées.
- **6.2** Lovinklaan fera en sorte qu'un maximum de 3.000.000 (trois million) d'Actions Ordinaires soient disponibles au transfert afin de satisfaire à la Libération autant que possible, tout en tenant compte de toute autre obligation de Lovinklaan d'obtenir la distribution d'Actions Ordinaires.
- 6.3 Sous réserve que les Déductions concernées soient créditées sur le Sous-Compte Trésorerie par l'Employeur, une Libération d'Actions Ordinaires devra être effectuée par Lovinklaan transférant les Actions Ordinaires concernées, ou faisant en sorte que les Actions Ordinaires concernées soient transférées, au Participant dès que possible après la dernière date d'un Cycle d'Épargne Mensuel. Afin de satisfaire le Droit d'Acquisition du Participant, il faudra acquérir, pour le Sous-Compte Actions, le nombre d'Actions Ordinaires déterminé en divisant (I) le solde sur le Sous-Compte Trésorerie d'un Participant au dernier jour d'un Cycle d'Épargne Mensuel par (II) le prix d'achat des Actions Ordinaires, tel que déterminé conformément à l'Article 6.4 du présent Plan.
- **6.4** Le prix d'achat par Action Ordinaire sera égale à la Valeur de Marché des Actions Ordinaires au dernier jour du Cycle d'Épargne Mensuel concerné, diminué d'un rabais de 20% (vingt pourcent).

# 7. SOUS-COMPTE TRÉSORERIE ET SOUS-COMPTE ACTIONS

- **7.1** Un Sous-Compte Trésorerie et un Sous-Compte Actions seront tenus pour tout Participant au Plan. Des relevés de compte seront remis aux Participants par le Séquestre au moins annuellement, lesquels relevés décriront les Déductions, le nombre d'Actions Ordinaires acquises par le Participant et le prix d'achat.
- **7.2** Chaque Sous-Compte Trésorerie et Sous-Compte Actions seront au bénéfice de chaque Participant respectif. Tous les actifs sur le Sous-Compte Trésorerie et sur le Sous-Compte Actions seront clairement identifiés en tant que propriété du Participant, sur lequel aucune Société du Groupe, ni Lovinklaan, n'aura de quelconque intérêt.

- **7.3** Chaque Sous-Compte Trésorerie et Sous-Compte Actions sera uniquement utilisé pour les besoins de ce Plan, et donc uniquement disponible pour les Déductions réalisées et les Actions Ordinaires acquises en vertu de ce Plan et tous dividendes reçus sur ces Actions Ordinaires.
- **7.4** Le Sous-Compte Trésorerie et/ou le Sous-Compte Actions sera accessible par l'Employé aussi longtemps que nécessaire afin de satisfaire ses droits et obligations en vertu du Plan, à déterminer par le Conseil du Plan, à sa seule discrétion. Au cas où l'Employé n'est plus Participant pour une période continue de 12 (douze) mois, l'Employé donnera instruction, endéans le mois qui suit, au Séquestre (I) de vendre tout ou partie des Actions Ordinaires et transférer les produits en espèces sur son Compte Bancaire Personnel et/ou (II) de transférer les Actions Ordinaires (restantes) sur un compte d'actions privé qualifié afin d'enregistrer et négocier les Actions Ordinaires. L'Employé fournira au Séquestre tous les détails pertinents que le Séquestre pourrait requérir en ce qui concerne le Compte Bancaire Personnel et/ou le compte d'actions de l'Employé. **7.5** Au cas où l'Employé ne fournit pas de compte
- 7.5 Au cas où l'Employé ne fournit pas de compte d'actions privé endéans le délai d'un mois au sens de l'Article 7.4, le Séquestre sera autorisé de vendre les Actions Ordinaires détenues sur le Sous-Compte Actions pour, et pour le compte de, l'Employé, dans les 5 (cinq) jours ouvrables suivant l'échéance du délai d'un mois susmentionné. Tous les produits réalisés par la vente des Actions Ordinaires, diminué de toutes déductions pour les coûts et les taxes liées à cette vente et à ce transfert, seront transférés sur le Compte Bancaire Personnel désigné par l'Employé, et ce sans aucun intérêt.
- **7.6** À la fin de ce Plan au sens de l'Article 2 ou de l'Article 14.5, tous les Droits d'Acquisition existants seront terminés à la date de fin du Plan. À partir de la date de fin du Plan, les Actions Ordinaires ne pourront plus être achetées conformément à ce Plan et le solde du Sous-Compte Trésorerie du Participant sera remboursé à ce Participant dès que pratiquement possible par la suite. Les Actions Ordinaires détenues sur le Sous-Compte Actions qui ne sont plus soumis à une période de blocage telle que mentionnée à l'Article 8.1 seront transférés sur un compte d'actions privé ou vendues, selon ce que le Participant décide. Au cas où le Participant ne fournit pas les références d'un compte d'actions privé et/ou des instructions de vente dans un délai de 13 (treize) mois suivant la fin du Plan, le Séquestre sera autorisé à vendre pour et pour le compte du Participant les Actions Ordinaires détenues sur le Sous-Compte Actions dans les 5 (cinq) jours ouvrables suivant l'échéance du délai de 13 (treize) mois susmentionné. Tous produits réalisés par

la vente des Actions Ordinaires et toutes contributions (en dividendes) reçus sur ces Actions Ordinaires toujours disponibles sur le Sous-Compte Actions (si applicable), diminué de toutes déductions pour les coûts et les taxes liées à cette vente et à ce transfert, seront transférés sur le Compte Bancaire Personnel désigné par l'Employé, et ce sans aucun intérêt.

# 8. PÉRIODE DE BLOCAGE, SORTANT ET VENTE D'ACTIONS ORDINAIRES

- **8.1** Toute Action Ordinaire acquise en vertu de ce Plan peut uniquement être transférée ou cédée après un délai d'1 (un) an. Aussi longtemps que des Actions Ordinaires sont détenues sur le Sous-Compte Actions, de telles Actions Ordinaires ne peuvent être gagées, ou grevées d'une quelconque charge.
- **8.2** Au cas où l'Employé voudrait vendre ou transférer certaines de ses Actions Ordinaires détenues sur le Sous-Compte Actions, une telle vente ou transfert sera interprété conformément à l'ordre chronologique de la date d'acquisition des Actions Ordinaires détenues sur le Sous-Compte Actions (selon le principe de la 'première acquise, première vendue').
- **8.3** Au cas où un Employé devient un Sortant:
- (I) tout Droit d'Acquisition existant sera annulé à partir de la date à laquelle l'Employé devient un Sortant. Dans la mesure où toutes les Déductions pour le Cycle d'Épargne Mensuel en cours ont déjà été opérées au moment où l'Employé devient un Sortant, le solde de son Sous-Compte Trésorerie sera payé à ce Sortant après la dernière date du Cycle d'Épargne Mensuel en cours dès que pratiquement possible;
- (II) toutes Actions Ordinaires qui sont sujettes à la période de blocage à laquelle il est fait référence à l'Article 8.1 seront libérées de telles restrictions dès que pratiquement possible et (a) transférées sur un compte d'actions privé et/ou (b) vendues, selon ce que le Sortant décide; et
- (III) toutes autres Actions Ordinaires détenues sur le Sous-Compte Actions par le Sortant seront
   (a) transférées sur un compte d'actions privé et/ou
   (b) vendues, selon ce que le Sortant décide.
- **8.4** Au cas où le Sortant ne fournit pas un compte d'actions privé et/ou des instructions de vente au Séquestre endéans un délai d'1 (un) mois après être devenu un Sortant, le Séquestre sera autorisé de vendre pour et pour le compte du Sortant les Actions Ordinaires détenues sur le Sous-Compte Actions dans les 5 (cinq) jours ouvrables suivant l'échéance du délai susmentionné d'1 (un) mois. Tous produits réalisés par la vente des Actions Ordinaires, diminué de toutes déductions pour les couts et taxes liées à cette vente et

- à ce transfert, seront transférés sur le Compte Bancaire Personnel désigné par le Sortant, et ce sans aucun intérêt
- **8.5** Tous coûts tels que les coûts d'administration, de banque et de conversion en rapport avec:
- (I) l'exécution de cet Article 8;
- (II) le Sous-Compte Trésorerie et/ou le Sous-Compte Actions; et
- (III) les Actions Ordinaires sont pour le compte du Sortant à partir de la date où l'Employé devient un Sortant.

#### 9. CESSION INTERNATIONALE

- **9.1** Au cas où l'Employé cesse d'être employé par l'Employeur (tel que désigné dans sa Convention de Participation) et est rétabli, immédiatement après, en tant qu'Employé d'une autre Société du Groupe, sa participation au Plan s'interrompt automatiquement. Si l'Employé souhaite renouveler sa participation au Plan, nonobstant l'Article 5.3 et 5.4 du Plan, il devra signer une nouvelle Convention de Participation avec l'autre Société du Groupe dans un délai d'1 (un) mois à dater de la date de début de son emploi par l'autre Société du Groupe.
- **9.2** Au cas où l'Employé ne signe pas de Convention de Participation avec l'autre Société du Groupe dans un délai d'1 (un) mois tel que mentionné à l'Article 9.1 du Plan, l'Employé devra conformément à l'Article 5.3 et 5.4 du Plan être exclu de toute Participation au Plan.

# 10. AJUSTEMENTS ET RÉORGANISATIONS

- 10.1 L'existence de ce Plan n'affectera pas ou ne restreindra pas, de quelque façon que ce soit, tout droit ou pouvoir du Conseil Exécutif ou des actionnaires de la Société de faire ou d'autoriser tout ajustement, recapitalisation, réorganisation, ou autre changement dans la structure de capital ou l'activité de la Société, toute fusion ou consolidation, toute émission de titres, la dissolution ou la liquidation de la Société, toute vente ou transfert de tout ou partie des actifs ou de l'activité, ou tout autre acte ou procédure sociétaire.
- **10.2** Dans l'hypothèse de tout changement de capitalisation, affectant les Actions Ordinaires, tels qu'une division d'actions, une recapitalisation, une fusion, une consolidation, un scission, une combinaison, une subdivision, une reclassification, ou un échange d'actions ou une autre forme de réorganisation, ou tout autre changement affectant les Actions Ordinaires, le Conseil du Plan peut déterminer (afin de préserver les droits des Participants) que des ajustements proportionnés seront effectués en tenant compte (I) du nombre global d'Actions Ordinaires pouvant être couvertes par le Plan, (II) le nombre maximum d'Actions

Ordinaires pouvant être vendues à tout Participant, et/ou (III) le prix d'acquisition par Action Ordinaire.

10.3 Le Conseil du Plan peut également réaliser de tels ajustements du nombre d'Actions Ordinaires couvertes par le Plan, des Droits d'Acquisition existants, et du prix d'acquisition qui y est prévu, dans le cas d'une scission ou distribution (autre qu'une distribution normale en liquide) des actifs de la Société aux actionnaires.

#### 11. CHANGEMENT DE CONTRÔLE

Afin de préserver les droits des Participants en cas de Changement de Contrôle, le Conseil du Plan peut, en son absolue discrétion, à tout moment, avant, simultanément, ou après le moment d'un Changement de Contrôle : procéder à de tels ajustements aux Droits d'Acquisition existants, tel que le Conseil du Plan juge approprié en vue de refléter un tel Changement de Contrôle ; ou faire en sorte que les Droits d'Acquisition existants soient pris en charge; ou que de nouveaux Droits d'Acquisition y soient substitués, par la société reprenante dans ce Changement de Contrôle. Le Conseil du Plan peut, à sa discrétion, inclure davantage de dispositions et limitations qu'il juge équitable à tout Droit d'Acquisition. Au moment d'un Changement de Contrôle, le Conseil du Plan peut aussi, s'il le juge nécessaire ou recommandable, mettre fin au Droits d'Acquisition existants, au moment où un tel Changement de Contrôle se consomme, et mettre fin au Plan à partir de ce moment.

## 12. CESSIBILITÉ

Sauf dispositions contraires dans ce Plan, aucun droit (conditionnel ou non) découlant de ce Plan ne pourra être transféré, cédé, faire l'objet d'une charge, gagé ou grevé par un Participant et toute tentative de ce type par un Participant entrainera l'échéance de la participation de ce Participant avec effet immédiat. En outre, les droits d'un Participant en vertu de ce Plan ne fera pas l'objet, de quelque manière que ce soit, d'une aliénation, vente, transfert, gage, saisie, saisie-arrêt par les créanciers du Participant ou par les bénéficiaires du Participant.

# 13. DROITS DES ACTIONNAIRES

13.1 Après la Libération, et sous réserve des restrictions et obligations imposées au Participant en vertu de l'Article 8, le Participant bénéficiera de tous les droits d'actionnaire attachés aux Actions Ordinaires. Avant la Libération, le Participant n'aura aucun droit en tant qu'actionnaire pour ce qui concerne les Actions Ordinaires couvertes par un Droit d'Acquisition. Aucun ajustement ne sera fait pour des dividendes ou d'autres droits pour lesquels la date d'enregistrement est

antérieure à cette Libération.

13.2 Le Séquestre convertira, au nom de Lovinklaan et du Participant, tout dividende net en espèce reçu de la Société sur les Actions Ordinaires (bloquées) détenues sur le Sous-Compte Actions en Actions Ordinaires, qui doivent être acquises et créditées sur le Sous-Compte Actions dès que pratiquement possible. À ces fins, le nombre d'Actions Ordinaires à recevoir est égal au dividende net à recevoir divisé par la Valeur de Marché à la date à la quelle le dividende devient dû. Ces Actions Ordinaires ne sont pas sujettes au délai de blocage visé à l'Article 8.1.

#### 14. AMENDEMENTS ET TERMINAISON

- **14.1** Sous réserve de l'Article 14.3, le Conseil du Plan peut, de temps à autre, en son absolue discrétion, amender chacun des Articles de ce Plan. Un avis écrit de tout amendement apporté conformément à cet Article 14.1 sera donné à ces Participants affectés par cet amendement.
- **14.2** Le Conseil du Plan aura le pouvoir de créer ou modifier, de temps à autre, les règles relatives à l'administration de ce Plan et d'amender les termes ou d'imposer plus de conditions relatives au Plan afin de prendre en compte l'imposition, le droit des instruments financiers, toujours à condition que de telles régulations, termes et conditions n'entrent pas en conflit avec les dispositions de ce Plan.
- **14.3** Aucun amendement, aucune renonciation ou aucun remplacement de ce Plan, de tout Article ou règlement pour l'administration de ce Plan ne sera fait, dans la mesure où cela aurait un effet négatif sur les droits subsistants des Participants, sauf consentement de leur part.
- **14.4** Le Conseil du Plan peut à tout moment décider que davantage d'Actions Ordinaires ne seront plus mises à disposition des Participants en vertu de ce Plan, et dans ce cas, plus aucunes Actions Ordinaires ne seront mise à disposition, mais à tous autres égards, les dispositions de ce Plan demeureront pleinement applicables et en vigueur.
- **14.5** Le Conseil du Plan peut terminer ou suspendre le Plan s'il le juge nécessaire, en cas de Force-Majeure.

# 15. DISPOSITIONS DIVERSES

**15.1** Sous réserve des termes de la Convention de Participation, tout avis ou autre document devant être fourni en vertu de ce Plan à tout Participant lui sera remis à son domicile ou une telle autre adresse apparaissant appropriée au Conseil du Plan, ou en tout autre format convenu à l'avance entre le Participant et la personne donnant l'avis au nom du Conseil du Plan. Tout avis ou autre document devant être fourni à toute

Société du Groupe, au Conseil du Plan, ou au Conseil Exécutif sera délivré dans un format convenu à l'avance entre le Participant et la personne recevant l'avis.

- **15.2** Le Conseil du Plan peut, en son absolue discrétion, émettre un guide écrit décrivant les procédures selon lesquelles le Plan sera mis en œuvre. Si un tel guide écrit est émis à l'attention de toute Société du Groupe, cette Société du Groupe sera obligée d'agir conformément à ce guide écrit, sauf qu'en cas de conflit entre tout guide écrit de ce type et les Articles, les Articles prévaudront.
- **15.3** Les Participants seront soumis à, et liés par, les termes et conditions des règlements applicables concernant l'information privilégiée. De telles règles peuvent restreindre les droits des Participants en vertu de ce Plan. On attend des Participants qu'ils soient au courant des règlements concernant l'information privilégiée et toute autre information, guide et/ou règlement émis par la Société ou les instances gouvernementales ou régulatrices concernées, et la Société n'encourra aucune responsabilité, si le Participant agissait en violation de ces règles.
- **15.4** La décision du Conseil du Plan dans tout conflit ou question relative à ce Plan sera finale et déterminante, sous réserve des termes de ce Plan.
- **15.5** Le Plan sera régi par et sera interprété conformément aux lois des Pays-Bas.
- **15.6** Toutes les Sociétés du Groupe, Lovinklaan et les Participants s'en remettent, de façon irrévocable, à tous les égards, pour tout procès, action ou procédure relative à l'interprétation ou l'exécution de ce Plan, à la compétence exclusive des cours et tribunaux d'Amsterdam, Pays-Bas.

# SCHEDULE 1 PLAN RULES GLOBAL SHARE PLAN





#### 1 DEFINITIONS AND INTERPRETATION

- 1.1 For the purpose of this Plan, the following capitalized terms shall have the meaning set forth below:
  Adoption Date: means the date on which this Plan is adopted by the Executive Board;
- Cash Sub Account: a non-interest bearing cash sub account for the benefit of each Participant maintained by the Custodian solely for the purpose of this Plan;
- Change of Control: occurs if any individual, corporation, or other entity ("Party") shall become the (beneficial) owner of 30% or more of the outstanding share capital of the Company (other than (I) any Party who acquired such share capital prior to the Adoption Date, (II) Stichting Preferente Aandelen ARCADIS NV or Stichting Prioriteit ARCADIS NV, with their respective corporate seats in Arnhem, the Netherlands or (III) by reason of a merger in which the Company is the continuing corporation and which does not result in any reclassification of outstanding share capital of the Company);
- Company: means ARCADIS NV with its corporate seat in Arnhem, the Netherlands;
- Custodian: means the independent custodian as appointed by Lovinklaan;
- Deductions: means the monthly deductions by the Employer from the Participant's net base pay in the local currency such base pay is paid out, or any alternative net monthly contribution by the Participant pursuant to the Participation Agreement, for the purpose of this Plan;
- Employee: means a person employed with a company belonging to the Group;
- Employer: means any Group Company employing the Participant;
- Executive Board: means the board of directors (raad van bestuur) of the Company;
- Fair Market Value: means the last available closing trading price of an Ordinary Share on the Stock Exchange as reported by Bloomberg or any other appropriate source;
- Force-Majeure: means circumstances beyond the reasonable control of the Company and/or Lovinklaan including, without limitation, extraordinary securities or currency restrictions resulting in an extreme fluctuation or extreme fluctuations of the price of an Ordinary Share. The Plan Board will determine, at its sole discretion, whether a Force-Majeure has occurred;
- Group: means the Company and its Subsidiaries;

- Group Company: means the Company or any of its Subsidiaries;
- Leaver: means any person who ceased to be an Employee;
- Lovinklaan: means Stichting Lovinklaan with its registered address at Beaulieustraat 22, (6814 DV) Arnhem, the Netherlands;
- Monthly Saving Cycle: means the 1 (one) month period during which a Participant saves by way of Deductions for the purpose of purchasing Ordinary Shares pursuant to this Plan;
- Ordinary Shares: means the ordinary shares, and fractions thereof, of the Company with currently a par value of EUR 0.02 per share;
- Participant: means an Employee who participates in the Plan and has executed a Participation Agreement;
- Participation Agreement: means a form executed by a Participant and delivered to his Employer whereby the Participant – inter alia – acknowledges to be bound to the terms and conditions of this Plan;
- Personal Bank Account: means a bank account of the Participant on which his salary is paid by his Employer or an account that is designated by the Participant from time to time and communicated to the Custodian;
- Plan: means this Global Share Plan, otherwise known as GSP, in its present form or as from time to time amended in accordance with the provisions hereof;
- Plan Board: means two members of the Executive Board and two members of the board of Lovinklaan (stichtingsbestuur);
- Plan Committee: means a committee of 3 (three) members, 1 (one) member appointed by the Company and 2 (two) members appointed by Lovinklaan, to whom the Plan Board has delegated all or part of its powers in relation to this Plan. This definition includes any duly appointed agent or delegate of the Plan Committee;
- Purchase Right(s): means the right of a Participant to purchase Ordinary Shares from Lovinklaan against a discounted price by way of allocation of the Saved Amounts as per the last day of a Monthly Saving Cycle;
- Release: means the transfer of Ordinary Shares to the Share Sub Account of a Participant to effect a Purchase Right pursuant to the terms and subject to the conditions of this Plan;
- Saved Amounts: means amounts saved by the Participant by way of Deductions;
- Share Sub Account: the share sub account for the benefit of each Participant maintained by the Custodian solely for the purpose of this Plan;

- Stock Exchange: means the stock exchange of Euronext Amsterdam N.V.;
- Subsidiary: means (I) a company in which the Company holds more than 50% of the voting share capital on the Adoption Date and approved by the Plan Board or (II) any entity appointed as a subsidiary by the Plan Board in its sole discretion;
- Tax-Related Items: means the amount of any tax and/or social security contributions attributable to or payable in connection with the Plan, including the sale of any Ordinary Shares under or in connection with the Plan. Any amounts of tax and/or employee social security contributions that are treated as being due under a tax equalisation policy in connection with the Plan shall also be considered to be Tax-Related Items.
- **1.2** Words or expressions used in this Plan shall where appropriate:
- when denoting the masculine gender include the feminine and vice versa;
- (II) when denoting the singular include the plural and vice versa;
- (III) when referring to any enactments be construed as a reference to that enactment as for the time being consolidated, amended, re-enacted or replaced and shall include any regulations made there under;
- (IV) be construed such that the headings and subheadings are for ease of reference only, and do not affect the interpretation of any Article;
- (V) when referring to any enactment or regulations under Dutch law be construed at the discretion of the Plan Board as a reference to other applicable laws or regulations of any other country (or region of a country);
- (VI) when referring to the Articles be taken to refer to the articles of this Plan; and
- (VII) references to tax and/or social security contributions and/or withholding taxes shall for the avoidance of doubt include the Netherlands and any other tax and/or social security laws to which an Employee who has been granted Purchase Rights may be subject.

#### 2 PURPOSE AND TERM OF THE PLAN

**2.1** This Plan is designed to provide to Employees an incentive and encouragement to share ownership and to obtain for a Participant a proprietary interest in the pursuit of the growth, development, profitability, and financial success of the Group. In order to further such aims, Lovinklaan, in its sole discretion, has manifested its current intention to make 3,000,000 (three million)

Ordinary Shares available to Participants at a discounted purchase price as further set forth in this Plan.

- 2.2 This Plan shall become effective on 31 December 2010 for an initial period of 5 (five) years. The Plan will automatically be extended with a one time period of 5 (five) years (thus until 31 December 2020), unless either the Company or Lovinklaan unilaterally (or both the Company and Lovinklaan) have given written notice to the other prior to 30 September 2015 to terminate the Plan. If the Plan will be automatically extended for a period of 5 (five) years, the Plan will automatically terminate on 31 December 2020 without any notice of termination being required.
- **2.3** Notwithstanding Article 2.2, the Plan may also be terminated by Lovinklaan at any time with immediate effect by written notice to the Company if the number of Ordinary Shares referred to in Article 2.1 is not sufficient to meet all Purchase Rights under the Plan.
- 2.4 The Company and Lovinklaan undertake to inform, and shall procure that the Plan Board shall inform, the Participants of the extension with another period of 5 (five) years in accordance with Article 2.2 and any termination of the Plan as soon as practical possible.

# 3 ADMINISTRATION

- **3.1** The Plan shall be administrated by the Plan Board. The Plan Board shall have all powers and authorities under and in relation to this Plan.
- **3.2** The Plan Board's interpretation and construction of any provision of this Plan, the Participation Agreement and any other agreement or document executed pursuant to this Plan shall be final and binding on all persons claiming interest under this Plan.
- **3.3** The Plan Board may under the instructions it deems appropriate delegate its, or certain of its, powers under the Plan to the Plan Committee. If such delegation has occurred, the Plan Committee shall update the Plan Board in writing at least once per calendar year.
- **3.4** No member of the Plan Board and/or Plan Committee shall be liable for any action or determination with respect to this Plan made in good faith.

# 4 PARTICIPANTS

- **4.1** An Employee may become a Participant of this Plan subject to prior approval of his Employer.
- **4.2** An Employee shall only become a Participant after having executed a Participation Agreement pursuant to which the Participant accepts the terms and conditions of this Plan and the Participation Agreement. The Participation Agreement shall be in such a form as the Plan Board may determine from time to time.
- **4.3** Following the receipt of the executed Participation

Agreement by the Employer, Deductions under this Plan will commence as per the earlier of (I) 1 January or (II) 1 July, if and insofar practically possible.

**4.4** Notwithstanding Article 4.3, if a person becomes an Employee and per the date his employment starts also a Participant, Deductions will commence per the following Monthly Saving Cycle, if and insofar practically possible.

#### PAYROLL DEDUCTIONS AND SAVINGS

- **5.1** Pursuant to the execution of the Participation Agreement, a Participant authorizes his Employer to make Deductions. The minimum and maximum amount of Deductions under this Plan shall be EUR 25 respectively EUR 400.
- **5.2** The Employer is to ensure that Deductions shall be made regularly and in equal amounts until the termination of this Plan, or until the Participant elects to discontinue participation or ceases to be an Employee. The Employer shall credit Saved Amounts, as promptly as practicable, to the Cash Sub Account.
- **5.3** Provided that Deductions have been made during the two previous Monthly Saving Cycles, the Participant may discontinue his participation in the Plan by delivering a written notice to the Employer, in accordance with article 3 of the Participation Agreement. In case the Deductions for the running Monthly Saving Cycle have not yet been made at the moment the Employer receives the written notice for discontinuation, no Deductions shall be made for the running Monthly Saving Cycle and the discontinuation shall have immediate effect. In case the Deductions for the running Monthly Saving Cycle have already been made at the moment the Employer receives the written notice for discontinuation, Ordinary Shares shall be purchased by allocating the Deductions for the running Monthly Saving Cycle in accordance with the provisions of the Plan and the discontinuation will become effective as of the first date of the following Monthly Saving Cycle.
- **5.4** Upon discontinuation as meant in Article 5.3 above, the Participant is excluded from participation in the Plan for a period of 6 (six) months as of the date the discontinuation became effective.
- **5.5** In accordance with article 3 of the Participation Agreement, a Participant may change his Deductions twice per calendar, effective as per 1 January and 1 July of each calendar year.

## 6 PURCHASE RIGHT OF ORDINARY SHARES

**6.1** The Plan Board shall have the authority to establish the procedures pursuant to which Ordinary Shares shall be Released.

- **6.2** Lovinklaan shall procure that up to a maximum of 3,000,000 (three million) Ordinary Shares shall be available for transfer to satisfy the Release to the fullest extent possible taking account of any other obligations of Lovinklaan to procure the provision of Ordinary Shares
- **6.3** Subject to the relevant Deductions being credited to the Cash Sub Account by the Employer, a Release of Ordinary Shares shall be effected by Lovinklaan transferring the relevant Ordinary Shares, or procuring that the relevant Ordinary Shares shall be transferred, to the Participant as soon as practicable following the last date of a Monthly Saving Cycle. In order to effectuate the Participant's Purchase Right, there shall be purchased for the Share Sub Account the number of Ordinary Shares determined by dividing (I) the balance in a Participant's Cash Sub Account at the last day of a Monthly Saving Cycle by (II) the purchase price of the Ordinary Shares as determined pursuant to Article 6.4 hereof.
- **6.4** The purchase price per Ordinary Share shall be equal to the Fair Market Value of the Ordinary Shares on the last date of the relevant Monthly Saving Cycle less a 20% (twenty percent) discount thereof.

# 7 CASH SUB ACCOUNT AND SHARE SUB ACCOUNT

- **7.1** A Cash Sub Account and a Share Sub Account will be maintained for each Participant in the Plan. Statements of accounts will be provided to Participants by the Custodian at least annually, which statements will set forth the Deductions, the number of Ordinary Shares purchased by the Participant and the purchase
- 7.2 Each Cash Sub Account and Share Sub Account shall be for the benefit of each respective Participant.
  All property in the Cash Sub Account and in the Share Sub Account shall be clearly identified as the property of the respective Participant in which no Group Company nor Lovinklaan shall have any interest.
- **7.3** Each Cash Sub Account and Share Sub Account shall be solely used for the purpose of this Plan, and therefore only made available for Deductions made and Ordinary Shares purchased under the Plan and any dividends received on those Ordinary Shares.
- 7.4 The Cash Sub Account and/or Share Sub Account shall be available to the Employee as long as necessary in order to effectuate his rights and obligations under the Plan, to be determined by the Plan Board at its sole discretion. In case the Employee is no longer a Participant for a continuous period of 12 (twelve) months the Employee shall within 1 (one) month thereafter instruct the Custodian (I) to sell all or part

of the Ordinary Shares and transfer the corresponding cash proceeds to his Personal Bank Account and/or (II) to transfer the (remaining) Ordinary Shares to a private share account qualified to register and to trade the Ordinary Shares. The Employee shall provide the Custodian with all relevant details the Custodian may request concerning the Employee's Personal Bank Account and/or share account.

- **7.5** In case the Employee does not provide for a private share account within the 1 (one) month period as meant in Article 7.4, the Custodian will be authorized to sell for and on behalf of the Employee the Ordinary Shares held on the Share Sub Account within 5 (five) business days after the aforementioned 1 (one) month period has lapsed. Any proceeds realized with the sale of the Ordinary Shares, less any deductions for costs and taxes related to this sale and transfer and without any interest, shall be transferred to the Personal Bank Account designated by the Employee.
- **7.6** Upon termination of this Plan pursuant to Article 2 or Article 14.5, all outstanding Purchase Rights shall be terminated as per the date of termination of the Plan. As of the date of termination of the Plan, Ordinary Shares may no longer be purchased pursuant to this Plan and the balance of the Participant's Cash Sub Account shall be refunded to such Participant as soon as practical thereafter. The Ordinary Shares held on the Share Sub Account that are no longer subject to the blocking period as mentioned in Article 8.1 will be transferred to a private share account or sold, as designated by the Participant. In case the Participant does not provide for a private share account and/or sale instruction within 13 (thirteen) months after termination of the Plan, the Custodian will be authorized to sell for and on behalf of the Participant the Ordinary Shares held on the Share Sub Account within 5 (five) business days after the aforementioned 13 (thirteen) months period has lapsed. Any proceeds realized with the sale of the Ordinary Shares and any (dividend) contributions received on those Ordinary Shares that are still available on the Share Sub Account (if any), less any deductions for costs and taxes related to this sale and transfer and without any interest, shall be transferred to the Personal Bank Account designated by the Participant.

# 8 BLOCKING PERIOD, LEAVER AND SALE OF ORDINARY SHARES

- **8.1** Any Ordinary Share purchased pursuant to this Plan can only be transferred or assigned after a 1 (one) year period. As long as Ordinary Shares are held on the Share Sub Account, such Ordinary Shares cannot be pledged, charged or encumbered whatsoever.
- **8.2** In case the Employee wants to sell or transfer

some of his Ordinary Shares held on the Share Sub Account, such sale or transfer will be construed in accordance with the chronological order of the purchase date of the Ordinary Shares held on the Share Sub Account ("first purchased, first sold" principle).

- **8.3** In case an Employee becomes a Leaver:
- (I) any outstanding Purchase Rights shall be cancelled as of the date the Employee becomes a Leaver. To the extent any Deductions for the running Monthly Saving Cycle have already been made at the moment the Employee becomes a Leaver, the balance of his Cash Sub Account shall be paid to such Leaver after the last date of the running Monthly Saving Cycle as soon as practically possible;
- (II) any Ordinary Shares that are subject to the blocking period as referred to in Article 8.1 will be released from such restriction as soon as practically possible and (a) transferred to a private share account and/or (b) sold as designated by the Leaver; and
- (III) any other Ordinary Shares held on the Share Sub Account by the Leaver will be (a) transferred to a private share account and/or (b) sold as designated by the Leaver.
- **8.4** In case the Leaver does not provide for a private share account and/or sale instruction to the Custodian within 1 (one) month after becoming a Leaver, the Custodian will be authorized to sell for and on behalf of the Leaver the Ordinary Shares held on the Share Sub Account within 5 (five) business days after the aforementioned 1 (one) month period has lapsed. Any proceeds realized with the sale of the Ordinary Shares, less any deductions for costs and taxes related to this sale and transfer and without any interest, shall be transferred to the Personal Bank Account designated by the Leaver.
- **8.5** All costs such as administration, banking and conversion costs in connection with:
- (I) the execution of this Article 8;
- (II) the Cash Sub Account and/or the Share Sub Account; and
- (III) the Ordinary Shares are for the account of the Leaver as of the date the Employee becomes a Leaver.

# INTERNATIONAL ASSIGNMENT

**9.1** In case an Employee ceases to be employed by the Employer (as referred to in his Participation Agreement) and is immediately thereafter reinstated as an Employee by another Group Company, his participation in the Plan automatically discontinues. If the Employee wishes to renew his participation in the Plan, notwithstanding

Article 5.3 and 5.4 of the Plan, he will need to execute a new Participation Agreement with the other Group Company within 1 (one) month as of the date his employment with the other Group Company commences.

9.2 In case the Employee does not execute a Participation Agreement with the other Group Company within the 1 (one) month period as mentioned in Article 9.1 of the Plan, the Employee shall – in accordance with Article 5.3 and 5.4 of the Plan – be excluded from Participation in the Plan.

# 10 ADJUSTMENTS AND REORGANIZATIONS 10.1 The existence of this Plan shall not affect or restrict

- in any way the right or power of the Executive Board or the shareholders of the Company to make or authorize any adjustment, recapitalization, reorganization, or other change in the Company's capital structure or its business, any merger or consolidation, any issuance of securities, the dissolution or liquidation of the Company, any sale or transfer of all or any part of its assets or business, or any other corporate act or proceeding. **10.2** In the event of any change in capitalization affecting the Ordinary Shares, such as a share split, recapitalization, merger, consolidation, split-up, combination, subdivision, reclassification, or exchange of shares or other form of reorganization, or any other change affecting the Ordinary Shares, the Plan Board may determine (in order to preserve the rights of the Participants) that proportionate adjustments will be made with respect to (I) the aggregate number of
- **10.3** The Plan Board may also make such adjustments in the number of Ordinary Shares covered by the Plan, outstanding Purchase Rights, and the purchase price provided therein, in the event of a spin-off or distribution (other than normal cash distribution) of Company assets to shareholders.

Ordinary Shares which may be covered by the Plan,

(II) the maximum number of Ordinary Shares which

may be sold to any Participant, and/or (III) the purchase

#### 11 CHANGE OF CONTROL

price per Ordinary Share.

In order to maintain the Participants' rights in the event of a Change of Control, the Plan Board in its discretion may, at any time prior to or coincident with or after the time of a Change of Control, make such adjustments to outstanding Purchase Rights as the Plan Board deems appropriate to reflect such Change of Control or cause the outstanding Purchase Rights to be assumed, or new Purchase Rights substituted therefore, by the surviving corporation in such Change of Control. The Plan Board may, in its discretion, include such further provisions

and limitations in any Purchase Right as it may deem equitable. Upon a Change of Control, the Plan Board may also, if it deems it necessary or advisable, terminate the outstanding Purchase Rights, coincident with the consummation of such Change of Control, and terminate the Plan as of such time.

#### 12 ASSIGNABILITY

Save as otherwise provided for in this Plan, no rights hereunder (conditional or otherwise) shall be capable of being transferred, assigned, charged, pledged or encumbered by a Participant and any attempt to do so by a Participant will cause the Participant's participation hereunder to lapse with immediate effect. In addition, a Participant's rights under this Plan are not subject, in any manner, to alienation, sale, transfer, pledge, attachment or garnishment by creditors of the Participant or by the beneficiaries of the Participant.

#### 13 RIGHTS AS A SHAREHOLDER

**13.1** After the Release, and save for the restrictions and obligations imposed upon the Participant pursuant to Article 8, the Participant shall have all shareholders' rights attached to the Ordinary Shares. Prior to the Release, the Participant shall have no rights as a shareholder with respect to Ordinary Shares covered by a Purchase Right. No adjustment will be made for dividends or other rights for which the record date is prior to such Release.

**13.2** The Custodian will, on behalf of Lovinklaan and the Participant, convert any net cash dividends received from the Company on the (blocked) Ordinary Shares held on the Share Sub Account into Ordinary Shares, which are to be acquired and credited to the Share Sub Account as soon as practically possible. For the purpose hereof, the number of Ordinary Shares to be received equals the net dividend payable divided by the Fair Market Value on the date the dividend becomes payable. Those Ordinary Shares are not subject to the blocking period as meant in Article 8.1.

# 14 AMENDMENTS AND TERMINATION

**14.1** Subject to Article 14.3, the Plan Board may from time to time at its absolute discretion amend any of the Articles of this Plan. Written notice of any amendment made in accordance with this Article 14.1 shall be given to those Participants affected by such amendment. **14.2** The Plan Board shall have the power from time to time to make or vary further rules relating to the administration of this Plan and to amend the terms or impose further conditions hereunder to take account of taxation, securities laws or exchange control laws provided always that such regulations, terms and conditions

do not conflict with the provisions of this Plan. **14.3** No amendment, waiver or replacement to or of this Plan, any Article or regulations for the administration of this Plan shall be made to the extent to which it would have a detrimental effect on the subsisting rights of Participants except with consent on their part.

**14.4** The Plan Board may at any time resolve that no further Ordinary Shares will be made available to Participants under this Plan, and in such event no further Ordinary Shares will be made available but in all other respects the provisions of this Plan shall remain in full force and effect.

**14.5** The Plan Board may terminate or suspend the Plan as it deems necessary in case of Force-Majeure.

#### 15 MISCELLANEOUS

**15.1** Subject to the terms of the Participation Agreement, any notice or other document required to be given hereunder to any Participant shall be delivered to him at his home address or such other address as may appear to the Plan Board to be appropriate or in any other format agreed in advance between the Participant and the person giving the notice on behalf of the Plan Board. Any notice or other document required to be given to any Group Company, the Plan Board, or the Executive Board shall be delivered in a format agreed in advance between the Participant and the person receiving the notice.

**15.2** The Plan Board may, at its absolute discretion, issue written guidance setting out the procedures whereby the Plan shall be operated. If such written guidance is issued to any Group Company, that Group Company shall be obliged to act in accordance with that written guidance except that in the event of a conflict between any such written guidance and the Articles, the Articles will take precedence.

15.3 Participants shall be subject to and bound by the terms and conditions of applicable regulations concerning inside information. Such rules may restrict the rights of the Participants under this Plan. Participants are expected to be familiar with the regulations concerning inside information and any other information, guidance and/or regulations issued by the Company or relevant government or regulatory bodies, and the Company shall incur no liability should the Participant act in breach of these rules.

**15.4** The decision of the Plan Board in any dispute or question relating to this Plan shall be final and conclusive subject to the terms of this Plan.

**15.5** The Plan shall be governed by and shall be construed in accordance with the laws of the Netherlands.

**15.6** All Group Companies, Lovinklaan and the Participants irrevocably submit, in respect of any suit, action or proceeding related to the interpretation or enforcement of the Plan, to the exclusive jurisdiction of the courts of Amsterdam, the Netherlands.